The Terror : Civil War in the French Revolution

Jean-Pierre Gross

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/6723>

DOI : 10.4000/ahrf.6723

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 263-266

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Pierre Gross, « The Terror : Civil War in the French Revolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 344 | avril-juin 2006, mis en ligne le 02 juillet 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/6723> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.6723>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

The Terror : Civil War in the French Revolution

Jean-Pierre Gross

RÉFÉRENCE

David ANDRESS, *The Terror : Civil War in the French Revolution*, Londres, Little Brown, 2005, 437 p., ISBN 0316-86181-2, 20 £.

- 1 Destiné à un public non-spécialisé (le « general reader » anglo-saxon), ce louable effort de vulgarisation est l'œuvre d'un professeur d'histoire européenne à l'Université de Portsmouth, membre de la Royal Historical Society, qui est déjà l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Révolution française, dont *Massacre at the Champ de Mars : Popular Dissent and Political Culture in the French Revolution*, (Woodbridge, Boydell Press, 2000) et tout récemment *The French Revolution and the People* (Londres, Hambledon & London, 2004). David Andress nous livre ici un récit événementiel très détaillé du déroulement révolutionnaire, depuis 1789 jusqu'au coup d'État du 18 Brumaire, mettant l'accent sur les circonstances qui ont engendré la Terreur, ou plutôt qui l'ont rendue nécessaire et inévitable. Lecture ardue pour un non-initié, du fait même que rien ne lui est épargné dans ce récit, allusions et rappels nécessitant un effort de mémoire pour retenir les noms et les incidents évoqués au fil des pages. Il s'agit néanmoins d'un excellent résumé, fondé en érudition, de toutes les interprétations récentes de la Terreur, rédigé sans parti pris et sans occulter les querelles d'école que le bicentenaire a pu engendrer.
- 2 La Terreur nous est présentée comme un phénomène fratricide, produit de la guerre civile qui a ravagé la France durant ces années : conflit entre révolution et contre-révolution, déchirure profonde où deux visions de la société s'affrontent, la France, en proie aux luttes intestines et en guerre avec l'Europe des rois coalisés, devant se battre sur plusieurs fronts pour survivre, le recours à la Terreur entraînant un nombre considérable de morts (près de 200 000 à l'intérieur du pays, plus un nombre comparable sur les frontières, selon les calculs de l'auteur). Enchaînement de postures

défensives et de représailles agressives aboutissant au terrorisme d'État et parallèlement à la naissance d'une République guerrière, puissance militaire inconnue sous l'Ancien Régime.

- 3 La Terreur ne serait donc pas simplement la manifestation ou l'amplification de la violence, consubstantielle au grand bouleversement, telle que l'a dépeinte Simon Schama, reprenant la thèse du *Dictionnaire critique* de François Furet et Mona Ozouf. David Andress se garde de faire un tel amalgame, bien qu'il souligne l'étroite parenté de la notion même de révolution et du recours à la force nécessaire pour briser les tabous et renverser l'ordre établi. Produit de la guerre civile, elle s'expliquerait plutôt par la détérioration des rapports politiques, le durcissement des partis pris et l'exacerbation du refus de compromis. Ainsi le livre débute, symboliquement, au chapitre premier, par l'évocation de la fuite du roi à Varennes, agent catalyseur d'une Terreur encore embryonnaire, mais qui prend forme après la chute de la monarchie lors des massacres de septembre 1792, longuement décrits au chapitre 4. Le massacre des détenus constitue, selon David Andress, le « repère » le plus marquant sur la voie qui mène à la répression institutionnalisée. Aussi la couverture du livre reproduit-elle une image du XIX^e siècle qui représente le cadavre gisant de la princesse de Lamballe, devenu symbole de la « mythologie de la Terreur » aux yeux de la postérité (p. 94).
- 4 Ici, on marquera un temps d'arrêt pour s'interroger sur la chronologie retenue par l'auteur. D'emblée, un problème de définition s'impose. Si la Terreur fut officiellement mise « à l'ordre du jour » le 5 septembre 1793, à l'instigation des sans-culottes parisiens, on conviendra sans doute qu'elle fut l'objet d'indices annonciateurs longtemps avant sa proclamation. Il n'en reste pas moins qu'une approche chronologique plus rigoureuse est souhaitable si nous voulons appréhender le phénomène *stricto sensu* dans toute son ampleur, en le situant dans le contexte politique qui fut le sien. Certains historiens ont tendance à assimiler la Terreur à la phase radicale de la Révolution en tant que telle, amalgame qui a une incidence sur la nature même de l'égalitarisme jacobin et qui résulte de l'absence d'une définition communément admise du terme. Dans quelle mesure, plus particulièrement, sommes-nous justifiés de nous référer à la Terreur comme « programme économique et social » ? Il existe, par exemple, une différence sensible, plus que sémantique, entre la taxation du pain engendrée par les émeutes frumentaires et un programme de rationnement alimentaire consciemment planifié et exécuté avec cohérence. La gestion de la crise du ravitaillement, rendue nécessaire par la mobilisation du temps de guerre, a fait appel non à la Terreur, mais au pouvoir de réquisition exercé par le gouvernement révolutionnaire pendant la durée de l'état d'urgence. La production d'armes et le plein emploi dans les industries de la défense sont le fruit de l'effort de guerre, non de la Terreur, même si parfois la crainte de représailles politiques a pu amener les chefs d'atelier à céder aux revendications ouvrières, comme l'a récemment démontré Haïm Burstin. La mesure dans laquelle la Terreur a réellement coïncidé avec la politique agraire a tracassé les spécialistes de la réforme foncière sans qu'aucune corrélation probante ne découle de leurs investigations. En outre, le fait qu'une série de pratiques démocratiques a été initiée « pendant la période de la Terreur » ne rend pas la Terreur synonyme d'égalitarisme civique : il nous invite plutôt à réfléchir sur la symbiose entre les deux, comme l'a pertinemment souligné Isser Woloch. Le problème de base, qui touche à la philosophie plutôt qu'à la terminologie, semblerait résulter de l'insuffisance de toute généralisation associant Terreur, ou violence révolutionnaire, à

la volonté de réduire l'inégalité et de privilégier l'équité, ce qui présuppose un souci profondément ancré de l'individu.

- 5 Dans la partie de l'ouvrage consacrée à la Terreur instituée le 5 septembre 1793, David Andress conteste à son tour l'approche de Patrice Gueniffey, qui l'interprète comme simple instrument de la violence révolutionnaire, sans s'interroger sur ses finalités, notamment à proximité des espaces de guerre civile ou étrangère. Se référant aux travaux de Michel Biard sur les représentants en mission, il reconnaît la volonté des représentants de « construire une cité de frères qui passerait de l'utopie à la réalisation ». Mais rien ne nous est épargné sur les horreurs de la répression terroriste à Lyon, Marseille, Toulon, et en Vendée. L'action féroce de certains représentants en mission est minutieusement décrite : celle de Collot-d'Herbois et de Fouché à Lyon, de Carrier à Nantes, de Javogues dans la Loire, sans oublier les excès commis par les « hiérarchies parallèles » usurpant les pouvoirs des élus et agissant impunément ; s'y ajoute une étude approfondie du rôle de Chaumette et de la « terreur économique » exercée par l'armée révolutionnaire.
- 6 Mais celle-ci fut de relativement courte durée, et la signification du rappel des représentants les plus sanguinaires n'est pas vraiment analysée, comme on l'aurait espéré, ni le pourquoi de la dissolution des armées révolutionnaires ; ni les efforts déployés par Robespierre et ses amis pour lutter contre la déchristianisation à outrance ; ni l'existence d'une Terreur « douce » enregistrée dans certains départements : même s'il dresse un bilan comparatif des excès de Claude Javogues et de la mansuétude de Gilbert Romme, cela, aux yeux de David Andress, est tout relatif, à prendre avec circonspection et fut n'importe comment vite éclipsé par la rigueur de la répression officielle dictée par Paris. En témoignent la loi du 22 prairial an II, la justice sommaire dispensée par le Tribunal révolutionnaire, les fournées de messidor, l'encadrement de la Terreur par le bureau de police du Comité de Salut public, et l'envoi dans le Midi provençal de Maignet, le fidèle de Robespierre, chargé de la mise sur pied du tribunal d'Orange et responsable de la destruction de la petite ville de Bédoin (p. 294-295).
- 7 Il n'en reste pas moins que David Andress relève à juste titre, notamment dans sa conclusion, le paradoxe entre le moment-clé que fut la Terreur et l'émergence d'un véritable culte des droits de l'homme, du respect de la trinité républicaine « liberté, égalité, fraternité », du constant souci affiché de légalité démocratique. Le civisme fut le prétexte de bien des abus, mais il fut affirmé avec vigueur ; le mot « *liberté* » eut une acception très limitée sous la Terreur, mais il fut la raison même de la lutte acharnée contre l'ennemi, la finalité même de l'engagement révolutionnaire. Ceci lui apparaît plus significatif que l'interprétation voulue par certains historiens d'une utopie imposée par la force, postulant une régénération morale de la société et la formation d'un « homme nouveau ».
- 8 David Andress termine son livre par une comparaison entre la Terreur de 1793-1794 et la guerre contre le terrorisme des temps modernes. Il relève la similitude du langage de Robespierre et de celui d'hommes politiques actuels, confrontés à la menace terroriste : y transparaissent l'intime conviction de détenir la vérité envers et contre tous, et la certitude que le dévouement à la cause de la liberté et de la justice les autorisent à éliminer toute opposition par des moyens qui violent la légalité et l'État de droit ; soucieux de promouvoir la mondialisation et la prospérité de l'Occident, ils préconisent le renforcement sans précédent de l'État sécuritaire, seul arbitre en matière d'octroi de

droits que nous croyions universels, mais qui sont accordés aux uns et niés aux autres (p. 375-377). Pour David Andress, la Terreur révolutionnaire est encore riche en enseignements pour nous tous.